

Les migrants ont chamboulé la vie des Maugeois

C'était un engagement. Une deuxième réunion publique a apporté un bilan du centre d'accueil et d'orientation, à Montrevault-sur-Èvre, mercredi soir. Des témoignages, entre sourires et larmes.

Justice et Liberté
**ouest
france**

**2 mars
2018**



De gauche à droite et de haut en bas : Hassan, Ousmane, Muftah et Ismail, quatre des quarante migrants accueillis dans le centre d'accueil et d'orientation de Montrevault-sur-Èvre, ont pris la parole, mercredi soir.

Reportage

Comme un saut dans l'inconnu. Voici quatre mois, les habitants de Montrevault-sur-Èvre apprenaient, via une réunion publique, l'arrivée de quarante migrants, chez eux, dans les Mauges. Les uns ont exprimé des réticences, de l'inquiétude aussi. D'autres, au contraire, étaient prêts à donner un coup de main. Une fibre bénévole et altruiste déjà bien chevillée au corps, pour certains.

Et puis, le 20 novembre, le centre d'accueil et d'orientation (CAO) a ouvert dans un immeuble HLM de Maine-et-Loire Habitat, dans le quartier des Glycines, à Saint-Pierre-Montlimart, commune déléguée de Montrevault-sur-Èvre. La vie du CAO, géré par le centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Gauthrèche, est coordonnée par Maud Porcher, visiblement très impliquée.

Comme promis, une nouvelle rencontre publique a eu lieu mercredi soir. Elle devait permettre de présenter un état des lieux. « Pour savoir comment les choses fonctionnent » avec « nos amis des Glycines », introduit le maire délégué Serge Piou, très détendu, dans la grande salle de l'espace du Vallon-d'Or.

À sa gauche, tout aussi à l'aise, le maire de Montrevault, Alain Vincent, enchaîne : « On m'avait un peu inquiété... Mais aujourd'hui, on peut être fier d'avoir accueilli ces per-

sonnes en difficulté. » Philippe Bradfer, directeur départemental de la cohésion sociale, service sous l'autorité du préfet, n'en doutait pas : « Je sentais bien, ici, la volonté politique, forte, réelle. » Le Maine-et-Loire compte 160 autres places en CAO pour migrants à Angers, Segré, Saumur et Doué-en-Anjou.

83 bénévoles répertoriés

Les deux élus des Mauges insistent : « Quand on rencontre ces jeunes gens, ils sont souriants. » Ils ne sont pas les seuls à faire cette remarque. Et, à entendre les différentes prises de parole, le sourire affiché de jeunes hommes à l'abri – seulement pour un temps – déstabilise les esprits maugeois.

D'une moyenne d'âge de 23-24 ans, ils viennent majoritairement du Soudan, mais aussi d'Afghanistan et d'une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Ils ont quitté leur famille, leurs racines, fui un pays lointain et parfois en guerre, parcouru des chemins semés d'obstacles, porteurs de souffrances. Sans aucune idée du lendemain, de leur avenir.

Dans la salle, une vingtaine d'entre eux sont là, assis, silencieux. Un traducteur en langue arabe intervient pour quelques-uns. Les Soudanais Muftah et Hussein, le Guinéen Ousmane, le Libérien Hassan et l'Afghan Ismail se lèvent pour parler, eux aussi, face à l'assistance. Avec l'envie

de « remercier tous les citoyens de cette commune pour leur comportement et leur soutien ».

83 bénévoles répertoriés – « 100 à 120 en comptant les couples », selon Yves Bigard, élément moteur – se plient en quatre pour leur proposer des activités sportives, du maraîchage, des cours de français. Ils assurent les repas, les emmènent à des rendez-vous médicaux, administratifs, les invitent chez eux à regarder un match de football... Et leur proposent même « des invitations à dîner ». Beaucoup, semble-t-il. « Cela permet à tout le monde de respirer, de garder le moral, lâche cette autre bénévole. Ils sont en situation d'attente, d'incertitude. Rester à gambberger, ce n'est pas évident ! »

« Je voulais sauver ma vie »

Muftah leur adresse une promesse : « On sera à la hauteur de vos espérances. » Ousmane, l'air grave, « remercie infiniment. On sait tous vos efforts pour nous obtenir des papiers... Mais vous n'avez pas ce pouvoir ».

Ismail, le plus jeune d'entre eux, « 16 ans et 8 mois », se livre, sans se rendre compte qu'une partie du public ne comprend pas l'anglais. Ses mots sortent des tripes. « Ma mère me manque. Mes frères. Je n'ai rien, je suis seul. Je voulais sauver ma vie, être en sécurité, rester en bonne santé. Je souris, mais dans

mon cœur, je pleure. » Avant d'ajouter, dans un élan plein d'espoir : « Je veux rester ici ! »

Lui et 37 autres jeunes hommes du CAO gardent une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Migrants « dublinés » (en référence aux accords de Dublin), assignés à résidence dans leur CAO, ils sont censés rejoindre l'État européen dans lequel ils ont laissé leurs empreintes, avec le risque d'être renvoyés dans leur pays.

« Ils savent qu'ils ont vocation à repartir », confirme Philippe Bradfer. Après, « il peut y avoir un processus de réadmission ». Mais, admet le représentant de l'État, « ce ne sont que des dérogations... »

Micro en main, Jean-Jacques Du-billot, président du club de handball, « a ressenti dernièrement un appel de détresse : certains vont repartir en Italie ». Il tente de contenir ses larmes, n'y arrive pas. « Ça va faire plusieurs mois qu'on vit des choses très riches avec eux. Ils ont apporté de la joie, du bonheur, une dynamique. Ils viennent manger à la maison, ont passé Noël avec nous. »

Cette rencontre avec ces inconnus a « chamboulé » sa vie. « Comment peut-on retirer le cœur qu'on leur a donné plusieurs semaines avant... On ne peut pas. »

Nathalie HAMON.